

POLITIQUE DE CROISSANCE/POLITIQUE CONJONCTURELLE

Les termes de croissance et conjoncture sont d'un usage courant en économie et le discours des pouvoirs les mobilise en s'exprimant en termes de politiques (de croissance, conjoncturelles).

Croissance et conjoncture sont des réalités modernes, propres au capitalisme, fondé sur la généralisation de la forme marchande de la production, sur celle du salariat comme forme d'organisation du travail, sur la propriété privée parcellisée des moyens de production (le capital) et partant sur la compétition entre les capitaux pour la réalisation du profit maximal. L'accumulation du capital est la loi et les prophètes du capital, dont le déploiement se traduit par une croissance potentiellement continue de la productivité du travail social. Néanmoins les modes concrets d'accumulation, opérant sur la base de rapports sociaux spécifiques à un lieu et à un moment donnés, se heurtent toujours, dans leur déploiement, à des contraintes de nature diverse qui rompent la monotonie de la croissance, parfois en remettent en question sa possibilité même, ou au contraire en facilitent son accélération. On parle alors de "conjonctures" défavorables ou favorables et au delà de structures qualifiées de la même manière.

Le moyen (l'accumulation du capital) étant devenu une fin en elle même le capitalisme produit une "idéologie de la croissance", dans le sens que la loi de la valeur et l'accumulation du capital commandent tous les aspects de la vie sociale et non pas seulement sa dimension économique. La dominance de cette idéologie fait que les peuples donnent à leur aspiration à la croissance la priorité sur beaucoup d'autres considérations.

L'idéologie libérale constitue le noyau dur de cette vision de la société produite par la transformation du moyen (l'économie, la croissance) en fin (le profit). Dans cet esprit, l'idéologie libérale ignore les concepts de politique (de croissance, de conjoncture), puisque le "marché" (formulation vulgaire masquant les intérêts du capital qui le commandent (doit produire par lui même une croissance permanente, continue, de surcroît prétendue optimale socialement. La gestion de l'économie se réduit alors à la "dérégulation" maximale (affaiblir les "rigidités" syndicales et autres, libéraliser prix et salaires, supprimer les subventions etc.). "Déréguler" est d'ailleurs un terme trompeur. Car il n'y a pas de marchés dérégulés possibles, sauf dans l'imaginaire des économistes "purs". Tous les marchés sont régulés et ne fonctionnent qu'à cette condition. Derrière la "dérégulation" se cache une réalité inavouable : la substitution d'une régulation unilatérale et clandestine par le capital dominant (des transnationales) aux formes possibles d'une régulation démocratique par la négociation de compromis entre les différents intérêts sociaux mise en œuvre par l'Etat. Dans l'optique libérale les politiques de croissance deviennent synonymes de stratégies mises en œuvre par les transnationales.

L'aspiration du capital à gérer seul la société dans tous les aspects de son déploiement demeure une utopie réactionnaire qui n'est jamais tenable au delà de périodes conjoncturelles brèves caractérisées par l'affaiblissement des autres forces sociales (les travailleurs en particulier). Mais si l'économie pure construit un capitalisme imaginaire sans Etat, le capitalisme réellement existant est inconcevable sans l'Etat, remplissant des fonctions indispensables : l'arbitrage entre les intérêts sociaux différents, entre les capitaux en compétition, entre la Nation et l'extérieur. Dans ce cadre réapparaissent les nécessités de politiques (d'Etat) de gestion de la croissance et de la conjoncture.

Car laissée à elle même l'accumulation prend nécessairement une forme cyclique produite par l'interaction des deux mécanismes du multiplicateur (une dépense génère en cascade des revenus dérivés qui sont un multiple de la dépense d'origine (et de l'accélérateur (la demande finale génère en amont des investissements durables dont le pouvoir producteur dépasse l'augmentation d'origine de la demande finale). Sur ce cycle autogénéré et monotone sont greffés des cycles seconds et dérivés des réponses du crédit, des variations du salaire réel et du profit.

Ce type de conjoncture cyclique régulière, qui s'est manifestée pendant un siècle et demi, jusqu'à la seconde guerre mondiale, a interpellé très tôt l'Etat en lui imposant des politiques conjoncturelles, à

l'époque largement dominées par l'intervention sur le cycle du crédit par des manipulations du taux de l'intérêt.

Au delà de ces politiques conjoncturelles l'Etat s'est trouvé interpellé par la succession de phases longues d'accumulation monotone et de phases de leur mise en difficulté et de restructurations. La réflexion sur ces cycles longs (souvent dits de Kondradieff) part de la reconnaissance que le mode de production capitaliste génère par sa logique immanente une tendance permanente "à produire plus qu'on peut consommer". Dans ces conditions les phases d'expansion sont le produit de circonstances spécifiques à chacune d'elles, comme successivement la première révolution industrielle et les guerres de la Révolution française et de l'Empire qui commandent l'essor de 1790 à 1814, les unités allemande et italienne celui de 1848 à 1872, la seconde révolution industrielle et la colonisation celui de 1893 à 1914, enfin la reconstruction et la décolonisation celui de 1945 à 1970. Comme on le voit, la gestion de chacune de ces phases inclut des politiques d'Etat, non seulement efficaces dans leur dimension économique, mais également par leur portée politique tout court, qui sont indissociables dans l'analyse du capitalisme réellement existant. On peut donc qualifier ces politiques dans leur totalité de politiques de croissance.

Les politiques de croissance et celles concernant la gestion de la conjoncture ont été synthétisées dans une unité de leurs composantes à partir de la seconde guerre mondiale. La double victoire de la démocratie sur le fascisme et des mouvements de libération nationale sur le colonialisme ont en effet créé des conditions plus favorables aux classes ouvrières et aux peuples qu'elles ne l'avaient été jusque là dans l'histoire moderne.

Le Welfare State se cristallise alors dans les centres capitalistes développés comme mode d'intervention de politiques systématiques à la fois de croissance et de gestion de la conjoncture. La croissance est accélérée par l'adoption du principe de la liaison salaires-productivité, mise en œuvre précisément pour annuler la tendance "à produire plus qu'on peut consommer", renforcée par les politiques de plein emploi et de sécurité sociale. Ces politiques de croissance systématique rabotent à leur tour l'ampleur des fluctuations conjoncturelles. Elles mettent en œuvre un outillage interventionniste complet, qui dépasse largement les seuls instruments traditionnels d'action sur le crédit pour inclure l'action sur la dépense publique et l'imposition comme celle sur les taux de change.

Dans les pays de la nouvelle périphérie les politiques de croissance accélérée définissent le contenu des projets de développement. Ces projets de "rattrapage" s'assignent donc l'objectif de mettre un terme à la polarisation mondiale (l'écart économique grandissant centres/périphéries). Pour autant que la tendance à cette polarisation est immanente à l'expansion mondiale du capitalisme, ces politiques de croissance (ou mieux de développement) supposent en amont des projets sociétaux qui ne sont pas réduisibles à leur dimension économique. Ici encore politiques de développement et politique tout court apparaissent comme indissociables.

Durant la période 1945-1980, toutes ces politiques avaient été mises en œuvre dans le cadre des Etats nationaux. L'approfondissement de la mondialisation a remis en cause leur efficacité et créé les conditions pour un retour au mythe d'une gestion "dérégulée" de l'accumulation cette fois à l'échelle mondiale. Mais la disparition de la scène des politiques de croissance n'est qu'apparente et intenable à terme. Apparente parce que l'exploitation par les centres - en compétition entre eux de surcroît - de leurs avantages (l'innovation technologique, l'accès aux ressources du globe, la maîtrise des communications etc.) implique toujours des politiques d'Etat actives. Intenable parce que le refus de reconnaître l'efficacité de ces interventions, en l'absence d'une gestion politique mondialisée, ne génère qu'un chaos ingérable.

Par ailleurs, le développement des forces productives a atteint un niveau tel que désormais il met en question l'avenir même de la Planète. Une croissance exponentielle continue, qui est celle du cancer, ne peut conduire qu'à la mort. Aux politiques de croissance fondées sur les logiques immanentes du calcul économique à terme toujours relativement trop court, il faudra bien substituer par l'imaginaire

social créateur des politiques de gestion d'un développement durable (sustainable) fondées sur le temps long. La survie de l'humanité est à ce prix.

Bibliographie

Samir Amin, Maldevelopment, Zed 1990, Chap II, IV, V.